



Cabinet fondé en 1961

Certifié Qualité ISO depuis 2001
(n° FQA 0354607)

Gérard DORMOY † Bernard BAHUET
Pascal VIDEAU † Jean Hubert DELON
Avocats Honoraires

Alain PAGNOUX

Spécialiste en droit rural
Spécialiste en droit commercial,
des affaires et de la concurrence

Vincent DORLANNE

Spécialiste en droit commercial,
des affaires et de la concurrence
Spécialiste en droit bancaire

Eric DASSAS

Spécialiste en droit immobilier
Médiateur
Ancien membre du Conseil de l'Ordre

Albin TASTE

Spécialiste en droit des sociétés
Cessions, fusions et acquisitions d'entreprises
Spécialiste en droit du travail
Ancien membre du Conseil de l'Ordre

Jean-Philippe RUFFIÉ

Spécialiste en droit public
Urbanisme, préemption et expropriation
Spécialiste en droit de l'environnement
Chargé de cours à l'IMPI

Anne JOURDAIN

D.E.A. droit des affaires
D.E.S.S. droit des affaires et fiscalité

Pierre LANÇON

Spécialiste en procédure d'appel
Ancien avoué à la Cour

Maeva NEBOUT

MBA ESG Management et droit des affaires

Victoire DEFOS du RAU

Ancien Premier secrétaire de la Conférence
Diplômée de Sciences-Po BORDEAUX

Anne LATOUR

Master II droit public fondamental
Master II droit public des affaires

Marie JOUANNEAUX

Master II droit des contentieux publics

Lucie LAFUENTE

Ancien Premier secrétaire de la Conférence
DJCE - Master II droit des affaires et fiscalité

Benjamin LAJUNCOMME

Master II droit privé approfondi
Certificat de sciences criminelles

Ngoc-Lan TRUONG

Master II droit et pratique des relations de travail

Thomas BOUYSSONNIE

Master II droit public fondamental

Maïana ELISSALDE

Master II droit international, européen et comparé

Siège :

36-38 rue de Belfort
33077 BORDEAUX Cedex
Tél.: 33 (0)5 56 99 52 50
Fax: 33 (0)5 56 99 52 60

Bureau :

190 boulevard Haussmann
75008 PARIS
Tél.: 33 (0)1 56 24 38 82
Fax: 33 (0)1 56 24 40 18

cabinetlexia@cabinetlexia.com
www.cabinetlexia.com

UNIQUEMENT PAR COURRIEL

Nos réf : 00401992 ED/EDU
CONANT/YESSOUFOU

DIRE A EXPERT SUR COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU 22/07/2019

Monsieur l'expert et Cher Monsieur,

Monsieur CONANT souhaite apporter quelques corrections ou précisions à votre compte rendu daté du 22 juin 2020.

1/ Il ne s'agit pas pour lui d'une perspective de déménagement mais d'une précaution à prendre étant donné son âge (80 ans) pour ne pas laisser à sa succession un problème non résolu lorsque surviendra sa disparition.

2/ Monsieur CONANT n'a pas voulu dire que l'ancienne clôture était située sous la nouvelle et qu'un socle de poteau était encore visible.

Si effectivement il n'a fait que rehausser sa clôture après une reconfiguration de la chaussée par la CUB, il ne dit pas qu'un socle de poteau était encore visible étant donné qu'il n'y a jamais eu de poteau à cet endroit.

Il a signalé qu'il y avait encore les traces des pattes à scellement qui servaient de fixation de son ancienne clôture encore visible sur le mur. Il a d'ailleurs fourni un document écrit par l'ancien propriétaire Monsieur ROY, autorisant la pose de ces pattes. Ceci atteste d'ailleurs que la limite de propriété s'établissait bien au droit de ce mur.

Par contre il existe bien un socle d'un poteau qui a été cassé à l'extrémité sud de ce mur, et le poteau est couché sur ce mur encore lié à son grillage, ce qui démontre que la limite de propriété se situe bien en prolongement du mur comme l'attestent les plans

Bordeaux, le 15 juillet 2020

Monsieur Florent MORELLET
Email f.morellet@urbis-foncier.com

+ copie pour information :

Maître Carole DUPONT-BEGNARD
Vos réf. : 1811055 - YESSOUFOU C/ CONANT
Email contact@dupontbegnard-avocat.fr

3/ « Visite des lieux »

- En limite de propriété sur l'avenue de Rome.

Du côté de la propriété YESSOUFOU : un mur en béton surmonté d'un grillage formant un angle droit vers le sud sur 1.94 mètre environ. »

C'est précisément à l'extrémité sud de ce retour de mur formant un angle droit que se trouve le poteau qui a été cassé, précisément, et les plans l'attestent, que se trouve la limite de propriété revendiquée par Monsieur CONANT et que contestent les époux YESSOUFOU.

A l'appui de ces précisions, vous voudrez bien vous reporter à mes pièces et précisément celles communiquées suivant bordereau du 29 juillet 2019.

Monsieur CONANT précise encore :

« Sur le plan de mon terrain que vous trouverez ci-joint, la côte de la façade qui figure est de 17 ml 00.

Ce plan ne peut être contesté puisque le cachet qui figure dessus atteste qu'il s'agit du plan qui a servi au permis de construire.

Hors la côte que j'ai relevée qui va depuis la clôture mitoyenne avec Madame DA SYLVA Karine, ma voisine de droite, jusqu'à l'angle du mur en béton à gauche, objet de la contestation de Madame et Monsieur YESSOUFOU, est de 16 ml 95. »

Vous voudrez bien considérer la présente comme un Dire et les prendre en considération dans l'étude de ce dossier et y répondre dans votre rapport définitif, conformément à l'article 276 du Code de Procédure Civile.

J'adresse, bien entendu, copie du présent Dire à mon confrère dans la cause.

Vous en souhaitant bonne réception

Je vous prie de croire, Monsieur l'expert et Cher Monsieur, à l'expression de mes salutations distinguées.

Eric DASSAS
AVOCAT A LA COUR

PJ : pièces complémentaires sous bordereau

Ce document, expédié par voie électronique, n'est pas signé mais a été relu par son auteur.